En finir avec la machine à fabriquer du communautarisme

Article rédigé par *Eric Zemmour dans Valeurs actuelles*, le *20 janvier 2022*

Source [Eric Zemmour dans Valeurs actuelles] La loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU), pièce essentielle dans une politique d'immigration hors de tout contrôle, s'est transformée en machine à fabriquer du communautarisme. Il est plus que jamais nécessaire de l'abroger, martèle l'essayiste et candidat à l'élection présidentielle Eric Zemmour.

Dans le combat qu'elle mène contre la réalité, toute idéologie a ses champs de bataille préférés, ses tranchées et ses places fortes. Le logement social est la forteresse de l'immigration, et la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) l'une de ses plus redoutables stratégies de déploiement.

Qu'est-ce que la loi SRU ? Une contrainte forte, autoritaire, qui impose aux villes et aux villages de France de disposer d'au moins 25 % de logements sociaux. En cas de non-respect de cette loi, le préfet intervient et impose des sanctions financières à la municipalité, donc à ses habitants, puis finit par prendre la main sur les permis de construire.

Les maires ne sont alors plus les maîtres de l'aménagement de leurs villes et l'État les punit s'ils refusent de bétonner pour consacrer un quart de leurs logements aux logements sociaux, devenus aujourd'hui les principaux foyers du Grand Remplacement.

Car tout le problème est là : le logement social est progressivement devenu le logement de l'immigration. Les grandes villes en savent quelque chose, elles qui ont vu des pans entiers de leurs territoires devenir des "cités" dominées par l'insécurité, les trafics et l'islamisation. En 2015, à Paris, 28 % des logements sociaux ont été attribués à des étrangers, 30 % à Lyon et 31 % à Strasbourg. Si on ne l'abroge pas, la loi SRU transformera, à terme, la France entière, de la plus grande ville au plus petit bourg, en "quartiers".

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant ici